

# RÉSISTANCE SOCIALE



## L'ÉDITO

" La République sera sociale ou ne sera pas ! " J. Jaurès

### SOMMAIRE

p.1 : *L'édito* / p.2 à 4 : **Solidarité internationale** : analyse par B. Cassen des mesures progressistes prises par les gouvernements d'Amérique latine / p.4 et 5 : **Actualité sociale** : Pour le rétablissement immédiat de la TVA à 5 % sur le logement social (F. Martot) / PETROPLUS : le courage et l'intelligence (J. Decaux) / p.6 et 7 : **Place au débat** : 20<sup>e</sup> anniversaire de Démocratie et Socialisme – L'heure est grave (J.-C. Chailley) / p.8 : **Coup de gueule** : Non, la nationalisation n'est ni un gros mot, ni un outil archaïque ! (P. Kerdraon)

Les **dixièmes Vendémiaires de RÉSO** ont, de l'avis de tous les participants, tenu leurs promesses et se sont déroulées dans un excellent climat, permettant des échanges fructueux entre les participants eux-mêmes mais aussi entre les participants et la salle. Nous allons essayer d'en faire un compte-rendu plus exhaustif dans un numéro spécial.

Voici une preuve éclatante que les militants de gauche, politiques, syndicalistes ou associatifs sont prêts à la confrontation des idées, y compris sous un gouvernement dit « de gauche ». Ce que nous avons pu constater aussi à l'occasion des débats organisés pour le vingtième anniversaire de la revue *Démocratie et Socialisme* animée par Gérard Filoche. On ne sera pas étonné que ces débats, comme celui organisé par l'association Gauche Avenir, avec notamment Marie-Noëlle Lienemann, aient montré l'impatience et l'inquiétude, pour ne pas dire plus, des militants, qui aimeraient bien que le gouvernement impulse une vraie politique progressiste mais ne voient pour le moment pas grand chose venir.

Les mesures sociétales, aussi justifiées soient-elles, ne sauraient remplacer des mesures en faveur des salaires, du droit du travail et de l'emploi. De vrais emplois, car les emplois d'avenir ou contrats intergénérationnels risquent de peser bien peu pour réduire le chômage, qui continue inexorablement d'augmenter, alimenté par les plans sociaux. Le gouvernement espère voir la croissance augmenter en 2013 mais force est de constater que même si celle-ci atteignait 0,8 % d'ici la fin de l'année prochaine, ce serait insuffisant pour diminuer le nombre des demandeurs d'emploi. Ce sont toujours les jeunes et les travailleurs de plus de 50 ans qui en sont les premières victimes. La menace de chômage et la faiblesse des salaires renforcent encore un peu plus ces perspectives négatives : ce n'est pas dans un tel contexte qu'on consomme et qu'on renouvelle sa voiture ou sa machine à laver. Et je ne parle pas d'acheter son logement, pourtant le rêve de beaucoup de Français.

Mais enlgué dans son obsession de réduction des déficits, le gouvernement est dans l'incapacité de prendre les mesures qui s'imposeraient. Une fois de plus le salaire minimum ne sera augmenté qu'à la marge au 1<sup>er</sup> janvier. Alors que, parallèlement, gaz, électricité, essence, loyers, notamment, augmentent, réduisant une fois encore le pouvoir d'achat.

La gestion du dossier ArcelorMittal a été ressentie par les salariés, non sans raison, comme une trahison, même si l'accord avec le financier indien semble avoir permis de sauver – pour un temps – quelques emplois. Mais qui peut vraiment croire à la pérennité de cet accord ? Et puis, surtout, *quid* des hauts-fourneaux, les derniers de Lorraine ? Au-delà du débat sur le point de savoir s'il fallait nationaliser ou pas, on aurait aimé que le gouvernement montre qu'il était capable de tracer des perspectives, de mettre en avant une stratégie industrielle. Espérons que la renaissance d'une forme de commissariat au plan – qui devrait voir le jour prochainement – l'y aidera.

Et espérons que les résultats des législatives partielles l'amèneront à comprendre que le décrochage avec l'électorat de gauche n'est pas seulement virtuel à travers les sondages, mais bien réel.

Au contraire de ce qui a lieu en Amérique latine, le Japon vient à son tour de nous montrer, comme en Espagne, comme au Portugal, ce qu'il en coûte à une majorité de gauche ou de centre gauche de ne pas tenir ses promesses : l'abstention massive de l'électorat de gauche conduit à des victoires tout aussi massives de la droite. Et il ne faudrait pas oublier que le changement de majorité n'a pas pour autant fait perdre toute parole au MEDEF. Encouragée par la mollesse gouvernementale, Laurence Parisot ne manque pas une occasion pour distiller des propositions toujours plus antisociales. Les mois qui viennent, avec des dossiers aussi sensibles que celui des retraites ou de la réforme de l'État, sans compter les négociations actuellement menées avec les syndicats, dont l'issue apparaît plus qu'incertaine, montreront si le message des électeurs a été entendu par le gouvernement.

Sinon, comme nous en évoquions la possibilité après la victoire de François Hollande, **le peuple de gauche devra se remettre dans l'action. Résistance Sociale, qui fêtera ses dix ans en 2013, sera bien sûr à ses côtés.**

En attendant, je vous souhaite à toutes et tous de joyeuses fêtes de fin d'année.

Marinette BACHE

# SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

À la suite de la brillante – comme à son habitude – intervention de Bernard Cassen, président d'honneur d'Attac et secrétaire général de *Mémoire des luttes*, lors de la table ronde de l'après-midi à nos 10èmes Vendémiaires, nous publions cette analyse (*initialement publiée sur les sites de Marianne, propos recueillis par Vladimir de Gmeline*) des mesures progressistes prises par les gouvernements d'Amérique latine, qui s'installent entre la gauche et le centre-gauche.

Victime de campagnes de désinformation et de dénigrement par les grands médias, le continent le plus stable du monde selon B. Cassen, où « *l'intégration passe moins par l'économie que par la politique* », insiste-t-il, devrait servir d'exemple à l'Europe.

## **L'Amérique du Sud est-elle en train de sortir du libéralisme ?**

C'est un bien grand mot. Même si le socialisme du XXIème siècle est revendiqué comme objectif, il y a plutôt une convergence vers un modèle de type social-démocrate (celui de l'Europe des années d'après-guerre), sans remise en cause globale et immédiate du capitalisme et de l'économie de marché. Ce qui prime est la volonté d'éliminer la pauvreté et de réduire les inégalités, même si on est très loin d'y être arrivé complètement, de redistribuer les richesses, de récupérer les ressources naturelles, le tout s'accompagnant d'une prise de distance vis-à-vis du libre-échange. L'Amérique latine s'installe entre la gauche et le centre-gauche.

À partir du début des années 2000, l'objectif prioritaire des luttes de tous les mouvements sociaux latino-américains a été de mettre un coup d'arrêt au projet de Zone de libre-échange des Amériques (ZLEA ou ALCA en espagnol et en portugais), de l'Alaska à la Terre de Feu, impulsé par Washington. Ce projet aurait en effet permis aux États-Unis d'institutionnaliser des relations totalement asymétriques et de recoloniser ainsi le reste de l'hémisphère. Le libre-échange est en effet un outil au service des forts et au détriment des faibles. Le projet a finalement été enterré en 2005 sous la pression conjointe de Hugo Chavez, de Lula et de Nestor Kirchner.

De nouvelles structures d'intégration, essentiellement politiques, ont ensuite vu le jour, sans que les États-Unis soient conviés à en faire partie : en 2008, l'Union des nations sud-américaines (UNASUR) dotée de surcroît d'un Conseil de défense. C'est une « première » depuis le Traité de Rio de 1947, dit Traité interaméricain d'assistance réciproque (TIAR), qui n'était ni plus ni moins qu'un instrument permanent d'intervention de Washington. D'un point de vue géopolitique, il s'agit de renforcer le mouvement vers une pluripolarité du monde. Quant à la Communauté d'États latino-américains et caraïbes (CELAC) qui regroupera tous les pays de ces deux zones (dont Cuba), elle sera officiellement mise en place en décembre prochain à Caracas.

Par ailleurs, en décembre 2004, a été lancée par Cuba et le Venezuela une construction

interétatique radicalement nouvelle : l'Alliance bolivarienne pour les peuples de notre Amérique (ALBA), à laquelle se sont ensuite incorporés la Bolivie, le Nicaragua, l'Équateur et trois petits États anglophones (La Dominique, Antigua-et-Barbuda et Saint-Vincent-et-les-Grenadines). Le Honduras, qui en était également membre, en a été retiré par les putschistes qui ont renversé le président Manuel Zelaya en juin 2009.

## **Quelle est l'originalité de l'ALBA ?**

Ce n'est pas une zone de libre-échange, mais un espace politique et économique organisé, fondé sur la solidarité, la complémentarité et la prise en compte des asymétries.

Sa finalité est avant tout sociale : la lutte contre la pauvreté, le chômage, l'exclusion, pour l'accès gratuit et universel à l'éducation et la santé, pour la préservation de l'environnement. En favorisant le commerce intrazone, parfois sous forme de troc, et en réduisant au maximum l'utilisation du dollar comme monnaie d'échange. D'où la création d'une monnaie commune virtuelle des pays de l'ALBA (comme l'était, en Europe, l'ECU avant l'euro) : le SUCRE.

## **L'Amérique latine est-elle unie idéologiquement ? N'y a-t-il pas deux pôles : d'un côté les pays de l'ALBA, justement, et, de l'autre, le Brésil ?**

Par ignorance ou pour tenter d'isoler les gouvernements les plus engagés dans la transformation sociale et le refus de l'ingérence de Washington (en premier lieu le Venezuela), les grands médias prétendent qu'il y aurait « deux gauches » qui s'opposent en Amérique latine : d'un côté une gauche radicale, celle de Chavez, Correa et Morales, et, de l'autre, une gauche « raisonnable », représentée par le Brésil de Lula puis de Dilma Rousseff, l'Uruguay, le Pérou d'Ollanta Humala et l'Argentine de Cristina Fernandez, veuve de Nestor Kirchner, triomphalement réélue à la présidence le 23 octobre (si tant est que l'on puisse ainsi classer le péronisme).

En fait, on constate un continuum entre les gauches de ces pays, chacune ayant sa spécificité. Elles s'emboîtent les unes dans les autres. Leurs dirigeants se rencontrent ou se parlent en permanence et sont animés d'une volonté commune : celle de construire la Grande patrie latino-américaine pensée par Simon Bolivar, d'oeuvrer à la justice sociale et de se débarrasser de la tutelle du grand voisin du Nord.

Bien sûr il existe des conflits historiques, comme entre la Bolivie et le Chili, mais que nul ne songe plus à

trancher par les armes. Plus prosaïquement, se présentent des contentieux économiques qui se règlent au fur et à mesure : entre le Brésil et l'Argentine sur les importations ; entre l'Argentine et l'Uruguay sur la construction d'une usine de pâte à papier qui présentait des risques de pollution du fleuve Uruguay, etc.

Au plan politique, on peut parler d'une véritable convergence. En Colombie, le nouveau président, Juan Manuel Santos, a pris le contre-pied de son prédécesseur Alvaro Uribe en se réconciliant avec le Venezuela. Il se comporte comme un membre de la grande famille latino-américaine et non plus comme un relais régional des États-Unis. L'autre État proaméricain, le Pérou, est également passé au centre-gauche avec l'élection de Ollanta Humala. Il y a un seul gouvernement ouvertement de droite, celui du Chili, dirigé par l'homme d'affaires Sebastian Pinera, qui a annoncé qu'il voulait gérer le pays comme une entreprise : c'est un échec lamentable !

***Cette réussite n'est-elle pas très dépendante d'un fort protectionnisme, et de ressources énergétiques et en matières premières importantes ?***

Ce protectionnisme n'est pas si fort, et en tout cas pas plus que celui des États-Unis ! Mais il n'y a effectivement plus de course aux traités de libre-échange ! Ensuite, il faut reconnaître que la politique d'aide aux plus démunis en Argentine est financée par le boom des exportations agricoles, notamment du soja, et elle n'est tenable que si ces exportations se maintiennent à un très haut niveau. Quant à la manne pétrolière du Venezuela, évidemment, le pays en vit, mais, contrairement à ses prédécesseurs, Chavez en a fait bon usage pour le financement de programmes sociaux de très grande envergure. Il en a également fait profiter les pays d'Amérique centrale et de la Caraïbe, via le projet PetroCaribe. Combien de dirigeants diraient comme lui : « *Le hasard a fait que le pétrole est ici, mais il appartient à l'Amérique du Sud* » ?

Mais il ne faut pas se faire trop d'illusions. En Amérique latine, et en premier lieu au Brésil, la richesse est toujours scandaleusement mal répartie. Et pourtant Lula a quitté le pouvoir avec 80 % d'opinions favorables. Que s'est-il passé ? Dans son bilan, il a évoqué les 30 millions de personnes sorties de la pauvreté et l'émergence des classes moyennes. Mais s'il a été plébiscité par les classes populaires et moyennes, il l'a aussi été par les couches les plus riches qui, sous ses deux mandats, sont devenues encore plus riches ! La forte croissance a fait grossir le gâteau, mais n'a pas modifié la répartition des tranches.

***Comment ont évolué les rapports entre les États-Unis et l'Amérique latine ?***

À l'orée de son premier mandat, George Bush – qui baragouine l'espagnol –, avait annoncé son intérêt pour le sous-continent, ce qui n'était pas de bon augure. Les circonstances ont fait qu'il s'est trouvé

mobilisé ailleurs après le 11 septembre. Le malheur des uns...

Il faut cependant mettre à son « actif », l'appui au coup d'État avorté du 11 avril 2002 au Venezuela, comme à l'« actif » d'Obama l'appui de fait au coup d'État de juin 2009 au Honduras contre le président élu Manuel Zelaya. La politique des États-Unis en Amérique latine est restée pratiquement identique d'un président à l'autre. Mais elle a trouvé en face d'elle un continent de plus en plus soudé pour lui résister. En témoignent, comme nous l'avons vu plus haut, l'échec de la ZLEA, la création de l'ALBA, de l'UNASUR et de la CELAC.

Aujourd'hui, la priorité des priorités de Washington est de déstabiliser le Venezuela dans la perspective de l'élection présidentielle d'octobre 2012 à laquelle Chavez sera à nouveau candidat. Les services américains financent les opposants au gouvernement bolivarien, organisent contre lui des campagnes de presse, parfois grotesques, mais qui trouvent des relais complaisants dans les grands médias, plus particulièrement en Espagne et en France.

Dans les mois qui viennent, il faut s'attendre à une intensification de la désinformation contre Chavez. À cet effet, les agents de la CIA implantés dans les ambassades américaines sont à la manoeuvre un peu partout en Europe. Un de leurs objectifs est de créer un « cordon sanitaire » autour du gouvernement vénézuélien pour l'isoler non seulement de la droite, mais aussi des forces de gauche en Europe. Sont aussi visés les mouvements de solidarité avec le Venezuela et l'Amérique latine.

***L'Amérique latine pourrait-elle servir d'exemple à l'Europe ?***

Bien sûr ! Ce qui frappe en Amérique latine, c'est que l'intégration passe moins par l'économie que par la politique. C'est la volonté politique qui prime, l'exemple de l'ALBA étant à cet égard significatif. C'est aujourd'hui le continent le plus stable du monde, on devrait donc s'y intéresser ! Or ce qui est sidérant, c'est le peu d'intérêt que la majorité de la gauche européenne lui porte, pour partie en raison du matraquage médiatique hostile. À cet égard, les agissements de la CIA et du département d'État ont porté leurs fruits. Le terrain est d'autant plus facile à occuper pour la propagande américaine que peu nombreux sont les dirigeants de gauche qui ont un minimum de culture « latine » et qui parlent espagnol ou portugais.

Ceux qui ont une bonne connaissance de l'Amérique latine et qui en tirent vraiment les enseignements sont Alain Lipietz (mais il n'a plus de responsabilités nationales chez les Verts EE) et surtout Jean-Luc Mélenchon. Le candidat présidentiel du Front de gauche y a fait plusieurs voyages d'études, il parle bien l'espagnol, et le titre de son livre *Qu'ils s'en aillent tous !* est un clin d'œil au mouvement social argentin du début des années 2000 avant l'arrivée au pouvoir de Nestor Kirchner. À un degré moindre, j'ajouterais

Olivier Besancenot qui se réfère souvent au Che et qui a fait des visites à Cuba et au Venezuela.

### **Et, chez les socialistes, Arnaud Montebourg ?**

Posez-lui la question ! Je note que, dans son entourage proche, Christiane Taubira, élue de la Guyane, est très sensibilisée aux questions latino-américaines. Par ailleurs, Montebourg a cité la modalité du référendum révocatoire prévue par la Constitution vénézuélienne comme un exemple à suivre pour une VIème République.

Au sein de la gauche du PS, Benoît Hamon et le maire du 14ème arrondissement de Paris, Pascal Cherki, sont également très attentifs à ce qui se passe en Amérique latine. En revanche, je n'ai jamais entendu François Hollande ou Martine Aubry s'exprimer sur le sujet.

### **Pourquoi ce manque d'intérêt ?**

Je crois que l'Amérique latine donne mauvaise conscience aux dirigeants sociaux-démocrates : il y a dans cette région du monde des processus de transformation sociale qu'ils n'auraient peut-être pas le

courage de mettre en place en France. Au mieux, ils ne veulent pas voir ce qui se passe là-bas, ils regardent ailleurs. Au pire, ils reprennent à leur compte les campagnes de désinformation et de dénigrement des grands médias.

L'Amérique latine est aujourd'hui la seule région du monde où, certes de manière parfois désordonnée, des gouvernements mettent en œuvre des mesures réellement progressistes, créent les conditions de la participation populaire, rompent avec les dogmes néolibéraux, mettent le projet politique au poste de commandement et instaurent, dans le cas de l'ALBA, des formes de relations internationales fondées sur la solidarité et non pas la concurrence.

Ces expériences mériteraient logiquement d'être étudiées et soutenues par tous les mouvements de gauche en Europe. Ce n'est pas – ou pas encore – le cas. Sans doute parce qu'elles constituent un vivant reproche pour tous ceux qui ont renoncé à changer la société autrement qu'en paroles.

## ACTUALITÉ SOCIALE

### POUR LE RÉTABLISSEMENT IMMÉDIAT DE LA TVA À 5 % SUR LE LOGEMENT SOCIAL

*(Transmis par François MARTOT)*

Signez la pétition pour le rétablissement immédiat d'une TVA à taux réduit (5 %) pour la construction et la réhabilitation du logement social.

C'est indispensable, le logement social est un bien de première nécessité.

C'est urgent pour réaliser 150 000 logements HLM par an et accélérer la réhabilitation, en particulier thermique (engagements du Président de la République).

Depuis les années 1990, le financement du logement social est réalisé prioritairement à partir des prêts de la CDC fondés sur le livret A et sur une TVA à taux réduit (à l'époque 5,5 %). **Le gouvernement Fillon avait déjà considérablement détérioré la situation en faisant passer le taux à 7 %. Maintenant, le gouvernement Ayraut veut le monter à 10 %. Stop !**

► **POUR SIGNER** : <http://logementsocialtvareduite.fr/>

### TEXTE DE LA PÉTITION

L'avenir du logement social se joue aujourd'hui. Les organismes HLM sont prêts à relever ce défi mais s'inquiètent des décisions gouvernementales qui vont limiter leurs capacités de construction et de réhabilitation.

Le gouvernement précédent avait déjà lourdement pénalisé le mouvement HLM en faisant passer le taux de TVA de 5,5 % à 7 %.

Le 6 novembre dernier, le Premier ministre a annoncé que le taux de la TVA applicable aux travaux d'investissement dans le logement sera porté de 7 % aujourd'hui, à 10 %.

Cette décision, si elle se confirmait, serait inacceptable et créerait un problème majeur. Elle rendrait impossible la mise en œuvre des engagements du Président de la République pour la construction de 150 000 logements sociaux par an et la rénovation de 500 000 logements.

Elle réduirait à néant l'accession sociale sécurisée. Elle renchérirait le niveau des loyers et des charges pour les locataires du logement social,

Pour s'engager sur la production de logements, les opérateurs ont besoin de règles du jeu claires et stables.

Les locataires en place, déjà très fragilisés par la crise, ne peuvent faire les frais d'un alourdissement de la fiscalité sur le logement social.

Les français mal logés ne peuvent voir sans cesse reportée la mobilisation nationale pour le logement.

Acteurs et locataires du logement social, nous sommes convaincus que le logement social est un bien de première nécessité.

Nous exigeons le rétablissement immédiat du taux de TVA réduit sur les investissements dans le logement social.



# ACTUALITÉ SOCIALE

## PETROPLUS : le courage et l'intelligence

Par Jacques DECAUX

### **Petit retour en arrière pour la bonne compréhension de tous.**

En octobre 2011, annonce du projet de suppression des unités d'huile et, dès début 2012, arrêt total pour raison économique.

En décembre 2011, les banques bloquent une ligne de crédit de 1,1 milliard d'euros, imposant à PETROPLUS l'arrêt du ravitaillement de ses raffineries.

Le 20 janvier 2012, la décision est prise de mettre en vente les raffineries du groupe à Petit-Couronne (France), Cressier (Suisse) et Anvers (Belgique).

Le 23 janvier 2012, le groupe est déclaré en faillite et chaque société PETROPLUS en Europe est mise en cessation de paiement.

Alors que le ministre du Redressement productif a annoncé, à grands renforts de médias, la négociation avec la Libye pour la création d'un groupe franco-libyen de raffinage et de distribution des produits raffinés sur le sol français (voir article du *Monde de l'économie* du 13 novembre dernier), les salariés de PETROPLUS continuent leur lutte, qu'il convient de qualifier d'exemplaire. En ne négligeant rien de ce qui peut ou pourrait intervenir comme élément positif dans leur recherche de solution pour la poursuite de l'activité de leur entreprise, avec leur intersyndicale, ils se battent pour faire vivre leur outil de travail.

Pour chaque étape de cette catastrophe annoncée par la « bien-pensance libérale » et ses thuriféraires médiatiques, les salariés de PETROPLUS, accompagnés de leurs représentants syndicaux regroupés autour d'une intersyndicale soudée et combative, ont conçu les armes de défense les mieux adaptées pour combattre une situation artificielle, créée de toute pièce pour détruire sur le sol national l'activité de raffinage des produits pétroliers. Désireux d'intéresser à leur cause le maximum de personnalités ayant des responsabilités directes ou indirectes dans leurs schémas de redressement et de remise en route de l'activité industrielle, les PETROPLUS ont invité sur le site tous les candidats à l'élection présidentielle (hors Front national). Chacun s'y est exprimé sans pouvoir y éluder, qui sa part de responsabilité politique passée, qui ses projets et propositions pour l'avenir.

Côté prospective, plus de cinquante dossiers techniques ont été envoyés par l'intersyndicale à des sociétés internationales, pour les inciter à s'intéresser à la reprise de la raffinerie et, au travers de nombreux communiqués de presse, la population fût informée régulièrement de l'évolution du dossier.

De nombreuses réponses furent retournées aux salariés, les plus sérieuses étudiées. Le Tribunal de commerce de Rouen a prolongé de trois mois son jugement, afin de permettre l'étude de faisabilité de plusieurs d'entre eux.

Dans le domaine de l'action revendicative, si leur demande de suppression de la légion d'honneur à leur ancien PDG peut sembler du domaine de l'anecdotique, force est de constater que leur proposition d'une loi permettant la saisie des biens d'une multinationale (quelle qu'elle soit), laissant sa filiale française mourir d'inanition en abandonnant et sa population salariée et ses obligations environnementales, est d'un réel intérêt politique, dans un pays où les délocalisations à seul but de profits financiers à court terme, font le malheur de bien des travailleurs. Cependant, cette proposition, qui, d'ailleurs, fait partie du programme du Front de Gauche, ne semble pas enthousiasmer le gouvernement français, plus enclin à entamer des négociations qui peuvent

sembler bien chimériques, avec des représentants de la Libye. Les gouvernants de la Libye post-Kadafiste sont-ils crédibles, eux qui viennent on ne sait trop d'où mais certainement pas des urnes ? Il faut croire, cependant, au regard des choix actuels du gouvernement, que le pétrole libyen est plus doux en bouche que celui d'Iran, moins amer en tous cas !

Pourtant, la situation de nos raffineries françaises n'est pas le résultat d'une soudaine détestation du sol national par les majors internationaux.

Il faut savoir, en effet, que c'est grâce à la construction clés en main de raffineries conçues et réalisées par le numéro un mondial (français) du parapétrolier, que les grands groupes (TOTAL entre autres), quittent le territoire national pour raffiner à plus faible coût, dans des pays où les salaires surfent au raz des cactus et où la protection sociale des travailleurs, rime avec OSNI (Objet social non identifié) ! Nous importons maintenant des produits finis. Essence, diesel arrivent dans nos ports, prêts à la consommation, grâce à des raffineries de conception et construction françaises, qui, sur le lieu d'extraction, produisent le carburant dont nous avons besoin.

Alors, il s'agit vraiment de se poser la question suivante : qui travaille pour qui, et dans quelles conditions, et quelle est la finalité du travail de chacun d'entre nous ?

Pour y répondre, il semble bien que la raison « raisonnable » ne soit pas celle des actionnaires et de leurs dividendes, prônée par les libéraux de droite et de gauche. Pour nous, il s'agirait plutôt en bonne logique, d'appliquer l'idée qui conduit à penser que la population d'une nation se doit de produire pour ses propres besoins avant tout et avant, surtout, de penser à exporter ses savoirs et ses créations technologiques, pour mieux gonfler les profits des actionnaires. Trahison assumée de financiers cupides, face aux risques indéniables que court notre pays de constater des transferts de technologies sans renvoi d'ascenseur possible, hormis des dividendes surgonflés, toujours pour les mêmes.

Les salariés de PETROPLUS, cependant, restent debout dans leur lutte. Pour sauver leur emploi et le secteur d'activité de raffinerie de produits pétroliers en France, ils luttent toujours et encore et ne se résolvent pas à un dénouement qui conduirait à leur oubli par indifférence des médias, et s'achèverait à la pointeuse de Pôle Emploi.

**On a voulu les tuer !** Qui ? Pourquoi ? Comment ? C'est à ces questions que **Dominique Sentis**, salarié de la raffinerie depuis 31 ans, répond dans un livre coup de poing sans concessions. Contre ceux qui ont voulu la mort de "Mémé" (surnom affectueux donné à la raffinerie de Petit-Couronne), contre ceux aussi qui ont laissé faire... et qui continuent. Ce livre, préfacé par **Jean-Luc Mélenchon** est disponible depuis le 24 novembre en librairie.

Cependant et quoi qu'il arrive, comme le note **Yvon Scornet**, animateur de l'intersyndicale, leur victoire ne se concrétisera vraiment que par le redémarrage de leur outil de travail avec un repreneur industriel. Que tous ceux qui ont le dossier en charge à quelque niveau que ce soit tiennent compte de leur résistance courageuse. Sinon...

# PLACE AU DÉBAT

20<sup>ème</sup> anniversaire de *Démocratie et Socialisme*

L'heure est grave

Par Jean-Claude CHAILLEY

On est dans une crise au moins aussi grave qu'en 1929. La crise n'est nullement surmontée. Des centaines de milliers de milliards de dollars de capitaux spéculatifs se promènent, spéculent sur tout, alimentation et matières premières comprises, détruisent l'économie réelle.

Les brillantes stratégies libérales de sauvetage de la Grèce se traduisent par la misère généralisée et un nouveau défaut (banqueroute partielle). Mais on continue, en Grèce comme partout. Des spéculateurs ont même gagné de l'argent en spéculant sur le défaut.

La plupart des pays européens sont en récession, les autres en sont proches.

La crise à elle seule coûte 8 points de PIB à la France cette année. Cela représente environ 80 Mds€ sur les budgets, c'est-à-dire ce qui manque pour être à l'équilibre de la fameuse « règle d'or ». Au total, plusieurs centaines de milliards d'euros depuis 2008.

**La crise, la dette, ne tombent pas du ciel. Les causes de la crise et les causes de la dette se recouvrent. Elles sont toutes des choix politiques. D'autres choix étaient possibles, d'autres choix politiques sont encore possibles et même nécessaires.**

Ceux qui exigent le respect de l'absurde règle d'or sont ceux dont la politique crée les déficits et la dette.

J'ai cité la crise comme cause de l'explosion de la dette. Mais c'est aussi le résultat des politiques libérales.

Par exemple, la **baisse des salaires dans la valeur ajoutée**. Outre l'aspect social, ce sont plusieurs dizaines de milliards par an qui manquent pour les budgets de l'État et de la Sécurité sociale, sans même compter l'effet relance, ce qui permettrait de financer les investissements utiles : services publics, protection sociale, transition écologique...

**Il y a aussi les exonérations de cotisations sociales patronales (le salaire socialisé)**. Lorsqu'on cumule depuis 1992, date du traité de Maastricht qui marque le véritable départ de cette politique, on va passer les 450 Mds€ d'exonérations en 2013 : 400 dans les dettes de l'État, 50 dans les dettes de la Sécurité sociale. 450 Md, c'est un quart de la dette.

On pourrait ajouter la baisse des impôts sur les sociétés et la fraude fiscale (60 / 70 Mds€ par an ?), la fraude sociale (15 / 17 Md surtout des entreprises), la souffrance au travail (aussi en dizaines de milliards d'euros) et beaucoup d'autres : privatisations, partenariats public-privé, emprunts sur les marchés comme conséquence...

Il ne s'agit pas de dire qu'il faut par exemple passer les 200 Mds€ d'aides aux entreprises à 0 le 1<sup>er</sup> janvier. Mais ça prouve que **la dette, comme la crise, c'est**

**le cumul de choix politiques libéraux. Faut-il vraiment continuer cette politique en France et ailleurs ? Oui a répondu le sommet européen tenu les 13 et 14 décembre derniers. Il faut même accélérer.**

**L'heure est grave parce que le libéralisme a remporté une importante victoire lors du sommet européen de juin :** juste après son élection, F. Hollande s'est renié en acceptant le Pacte budgétaire inchangé.

Bien qu'économiquement absurde, la loi organique qui en découle (la « règle d'or ») a été votée.

**Forts de l'engagement de F. Hollande après N. Sarkozy, le MEDEF, la droite « décomplexée », le FMI, la BCE, la Commission européenne se déchainent pour obtenir « sans attendre » les réformes sur le modèle de « l'Italie et de l'Espagne », et même de la Grèce pour la protection sociale (Livre blanc retraites).** Ils jouent la « stratégie du choc », faire exploser notre modèle social dans les prochains mois. Danger !

Le moyen, c'est l'application des textes déjà adoptés : **le Pacte pour l'euro plus, le Pacte budgétaire** etc. ne permettent **qu'une seule politique : l'austérité.**

Je voudrais être concret car il est trop facile de nier la réalité par le lyrisme sur « l'Europe de la paix » et autres.

Je vais prendre des exemples dans l'actualité brûlante, qui concernent le pouvoir d'achat et la protection sociale.

**Ce que dit le Pacte pour l'euro plus**

**« Les augmentations significatives et durables pourraient provoquer une érosion de la compétitivité... ».**

**« Réexaminer les dispositifs de fixation des salaires et, le cas échéant, le degré de centralisation du processus de négociation, ainsi que les mécanismes d'indexation... »** Il s'agit du SMIC et des conventions collectives nationales.

**« ...Réformes du marché du travail destinées à favoriser la flexisécurité... ».**

**« Réduction des charges fiscales (ce sont les cotisations sociales patronales, le salaire socialisé) pesant sur le travail, afin de rendre le travail financièrement attrayant tout en préservant le niveau global des recettes fiscales... ».**

**Subordination « des soins de santé et des prestations sociales... à l'endettement ».**

Plusieurs réformes en cours ou qui menacent se situent dans ce cadre.

• Le texte du **MEDEF dit de « sécurisation de l'emploi »**, c'est la baisse du salaire, la flexibilité,

la remise en cause de décennies de lutte pour le Code du travail, les conventions collectives, un minimum, d'ailleurs insuffisant, de protection des salariés.

- « Centralisation » et « indexation » concernent le SMIC, le statut de la Fonction publique, les conventions collectives nationales.

Le rapport du groupe d'experts (encore une « autorité ») du 26 novembre précise :

« *Le niveau actuel du SMIC et son uniformité contribuent aux difficultés que rencontrent de nombreux travailleurs, notamment les peu qualifiés et les jeunes, à entrer sur le marché du travail...* ».

« *Une hausse du SMIC s'accompagne à moyen long terme d'une baisse de l'emploi salarié* ».

« *La Commission européenne a rappelé en avril 2012 que des minima salariaux différenciés **selon les groupes de population ou les régions** ... sont un moyen efficace...* ».

« *Le suivi des coûts salariaux unitaire (est) dans la procédure de surveillance macroéconomique européenne* ».

Donc danger sur le SMIC. En Belgique les syndicats, FGTB, ... se battent pour conserver l'indexation.

- **La compétitivité c'est aussi le rapport Gallois.** Les 20 Mds€ qui portent les aides aux entreprises à 200 Mds€ ne représentent que 2 à 3 % des coûts de production, ce qui ne peut pas jouer sur les exportations. Les fluctuations de l'euro, infiniment trop cher pour la France, ont beaucoup plus d'impact.

Ce sont en fait 20 premiers milliards, car il y a aussi :

- **La feuille de route de J.-M. Ayrault au Haut Conseil du financement de la protection sociale :** elle prévoit deux réformes systémiques graves.

#### ► **Réforme systémique du financement de la Sécurité sociale**

- Nouvelle baisse du « coût du travail » par diminution des cotisations sociales patronales (que l'UE appelle « charge fiscale » !). On serait donc sur une double baisse du salaire, salaire brut par la flexibilité, et salaire socialisé.
- Transfert aux ménages par un cocktail à préciser de TVA, CSG et taxes diverses, et coupes sur les services publics, la protection sociale.
- Et en plus atteindre l'équilibre des comptes (« déficit » officiel plus de 12 Md€ en 2013).

Le Haut Conseil est déjà en train d'y travailler. La Sécurité sociale, cœur de notre modèle social, est en danger.

#### ► **Réforme systémique des retraites**

- Pour l'Union européenne (Livre blanc) la réforme Sarkozy n'est qu'un premier pas. La norme c'est 65, 67, 68 ans, avec baisse des retraites et capitalisation supposée la compenser.
- Les comptes notionnels, la retraite à points, que N. Sarkozy n'avait osé engager, ont pour principe la règle d'or. Ils peuvent revenir.

Le COR (Conseil d'orientation des retraites) est en train d'y travailler. Danger !

Ces deux réformes sont à l'agenda du 1<sup>er</sup> semestre 2013. Je pourrais continuer sur l'ensemble des services publics...

#### **Un mot sur le sommet européen**

On pouvait penser qu'on ne pouvait guère faire pire que le Pacte pour l'euro plus, le Pacte austéritaire, les instruments de surveillance *6 pack, 2 pack* ... Mais si ! C'est un super-TSCG qu'on nous concocte, une super-austérité, la disparition de la démocratie et de la République masquée derrière une fausse démocratie européenne.

Pareil pour la supervision bancaire. Sous tutelle de la BCE « indépendante », elle est plus inquiétante que rassurante. D'ailleurs, l'Allemagne et la Grande-Bretagne se sont bien gardées d'en faire partie.

#### **Pour le succès de la gauche**

Pour moi, cette politique va dans le mur. Je ne veux pas que la gauche se saborde comme Socratès, Zapatero, Papandréou et autres.

Il y a une majorité des populations en France et en Europe pour une autre politique. C'est sur une politique de progrès économique, social, environnemental, que se construira une victoire durable de la gauche.

#### **Il faut anticiper**

- Le gouvernement utilise partout la méthode du rapport Gallois. Il commande un rapport dont on connaît d'avance le contenu, puis enchaîne immédiatement sur un projet de loi. À ce stade, présenter des amendements (rejetés pour la plupart), voter contre, ne suffit pas car ça ne règle pas le problème.
- Il faut donc anticiper pour parvenir à des solutions positives. J'ai pris l'exemple de la Sécurité sociale, qui est le cœur de notre modèle social. La réforme est programmée. La feuille de route du Premier ministre donne le sens de la réforme. La réforme des retraites a montré que 70 % de la population est contre, mais la population ne sait pas qu'il peut y avoir cette réforme. **C'est maintenant**, avant les projets de loi, qu'il faut avoir un débat citoyen, informer, débattre, créer une démarche aussi unitaire que possible, **pour influencer dans le sens de la défense et reconquête de la Sécurité sociale dégradée par les gouvernements précédents. C'est ainsi que la gauche peut gagner.**
- Pareil pour les textes européens super-austéritaires en cours.

#### **Pour Résistance Sociale :**

➔ **Il faut réorienter la construction européenne.**

➔ **La sortie de crise, la victoire durable de la gauche, c'est refuser l'austérité de la troïka, c'est aller vers une République sociale.**

# LE COUP DE GUEULE

**Non, la nationalisation n'est ni un gros mot, ni un outil archaïque !**

*Par Pierre KERDRAON*

Le combat exemplaire des salariés de Florange, qui luttent depuis bientôt deux ans pour la préservation de leur outil industriel et notamment des derniers hauts fourneaux de Lorraine, a remis au goût du jour un mot qu'on croyait oublié dans le jargon des responsables politiques, y compris de gauche : celui de « nationalisation ». Même le Président de la République, François Hollande, n'a pas hésité à dire qu'une nationalisation temporaire de Florange était envisageable ! Oh, certes, la nationalisation a finalement été écartée au profit d'un accord avec ArcelorMittal, qui pourrait bien au final s'avérer un marché de dupes, dont les salariés seraient les victimes et le gouvernement le dindon de la farce. Il n'empêche. Le fait que le ministre du Redressement productif, Arnaud Montebourg, ait osé évoquer le premier une telle possibilité a fait se délier les langues. Des sondages ont montré qu'une majorité de Français était favorable à cette perspective. Même des élus et anciens ministres de droite ont fait savoir qu'ils y avaient pensé pour Florange ! Il ne faudrait cependant pas se réjouir trop vite : il y a nationalisation et nationalisation. On le sait, en effet, certains libéraux ne sont pas hostiles à ce que l'État - donc la collectivité nationale - rachète une entreprise qui fait des pertes pour la revendre ensuite, après l'avoir restructurée, à une entreprise privée qui gardera les profits. Ce n'est bien sûr pas ce type de nationalisation qui me paraît devoir être mis en avant mais la

nationalisation industrielle telle que celle de Renault en 1945, permettant à une entreprise jugée comme stratégique par l'État de bénéficier des fonds de la collectivité pour se développer et développer des techniques nouvelles, tout en préservant bien sûr l'emploi et en ayant des relations sociales exemplaires. Florange est sans nul doute le type même d'entreprises qui répond à ces critères. Bien sûr, certains diront que cela irait à l'encontre du principe bruxellois de la concurrence libre et non faussée et pourrait valoir à la France d'être traînée devant la Cour de justice européenne. Il y a, bien sûr, des moyens de contourner cet obstacle, mais, même si ce n'était pas le cas, face à un gouvernement déterminé, on voit mal la Commission européenne lever des troupes pour imposer à un État d'agir contre son gré. D'autant que l'arme de la nationalisation a déjà été utilisée en Europe, notamment pour sauver des banques au bord de la faillite. En réalité, derrière ce débat, le problème qui est posé, c'est de savoir si un gouvernement de gauche est ou non capable de considérer que l'intérêt supérieur du pays est plus important que les louanges de ses pairs européens. C'est probablement le débat qui a traversé l'actuel gouvernement. Les craintifs ont provisoirement gagné. Mais ce n'est sûrement que partie remise. Inévitablement, le débat se posera à nouveau et cette fois la victoire pourrait bien revenir aux vaincus d'hier.

**VOUS AUSSI, REFUSEZ LA RÉSIGNATION,  
ADHÉREZ À RÉSISTANCE SOCIALE !!!**

Le bulletin Résistance Sociale est une publication  
de RESO, association loi 1901

**Siège social :**

121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS

Tel : 06 33 82 05 15

**Site Internet :** [www.resistancesociale.fr](http://www.resistancesociale.fr)  
Courriel : [webmaster@resistancesociale.fr](mailto:webmaster@resistancesociale.fr)

Présidente de RESO et directrice  
de la publication :

**Marinette BACHE**

NOM ..... PRENOM : .....

ADRESSE : .....

.....

TEL : ..... Portable : .....

E-mail : .....

- J'adhère à RÉSO et je verse 10 euros  
 Je m'abonne au bulletin « Résistance Sociale » et je verse 5 euros  
 Je souhaite diffuser le journal autour de moi. Adressez-moi ..... exemplaires par envoi.

**À retourner à :** RÉSO 121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS

(chèque à l'ordre de Résistance Sociale)